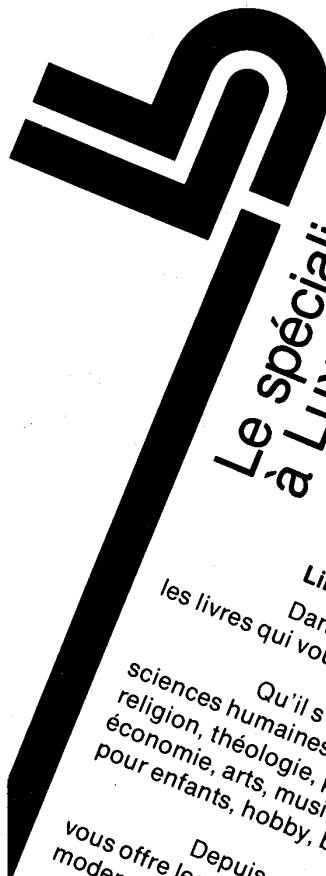


BULLETIN DE LIAISON DES ANCIENS DE L'ATHÉNÉE

Sommaire

Editorial	page	1
Préface.	page	3
Odyssea per Luxemburgum Romanum	page	5
La crise économique et financière est-elle encore maîtrisable?	page	6
Jules Prussen – Essais et conférences	page	25
Nouvelles de l'AAA	page	27

19 pages



Le spécialiste du livre
à Luxembourg

LIBRAIRIE BOURBON

11, rue du Fort Bourbon
Luxembourg-Gare
Téléphone 49 22 06 et 49 22 07

Librairie universelle

Dans un cadre accueillant, vous pourrez choisir à loisir les livres qui vous intéressent.

Qu'il s'agisse de: sciences, technique, scolaire, sciences humaines, sports, jeunesse, voyages, histoire, romans, religion, théologie, philosophie, psychologie, politique, droit, économie, arts, musique, Luxemburgensia, livres de poche, livres pour enfants, hobby, bandes dessinées etc., etc.

Depuis peu, **un rayon de disques et musé-cassettes** vous offre les meilleurs enregistrements en musique classique et moderne.

Un personnel qualifié est à votre service pour vous aider dans votre choix et exécuter votre commande promptement.

Notre devise: conseiller et satisfaire.

Editorial

Réfléchissons, s'il vous plaît !

Dans notre deuxième bulletin j'avais demandé des photos de l'Ancien Athénée, de professeurs, d'élèves -que sont-ils devenus ?- de scènes de la vie estudiantine.

J'ai été entendu par une seule paire d'oreilles ; mais la collection est de qualité, elle est belle. Quelques mots glissés à propos, lors de rencontres par hasard, ont fait le reste. L'iconographie des prochains "Bulletins" va ravir plus d'un des Anciens. Ils reverront Siggy, Gummi, Ossi tels qu'en eux-mêmes.

Ne serait-il pas possible de secouer le cocotier et de faire sortir de leur sommeil quelques documents, peut-être un peu jaunés, mais toujours tellement vivifiants ?

Si le passé nous vivifie, le présent nous oblige.

Le secrétaire de notre Association, dans un rapport clair et précis, relate notre activité en faveur de l'Athénée et surtout de ses élèves. Mais, depuis que nous existons, un fil rouge se tisse continuellement dans les relations avec la Direction: la Bibliothèque !

"La lecture agrandit l'âme", disait Voltaire. Au cours de l'année, nous avons reçu une lettre du Directeur exprimant ses soucis et ses souhaits. Qu'il me permette de citer quelques "Vous n'êtes pas sans savoir que la direction de l'Athénée fait depuis quelques années des efforts considérables pour proposer parmi les élèves le goût de la lecture, support indispensable de l'enseignement dispensé en classe. A cet effet nous avons transféré une partie des livres de notre bibliothèque dans les salles de classe, rendant ainsi directement accessibles aux élèves des titres susceptibles de les intéresser plus particulièrement. En même temps nous avons entrepris d'augmenter et de renouveler notre stock de livres dans des proportions tout à fait exceptionnelles (plus de quatre fois le montant du crédit inscrit pour 1984 dans le budget de fonctionnement des bibliothèques). Cela n'a été possible que grâce au concours d'amis de notre école au premier rang desquels se place l'Association des Anciens Elèves de l'Athénée. Les concours financiers dont elle a fait bénéficier la bibliothèque des élèves ont été vivement appréciés aussi bien des usagers directs que des enseignants et de la direction. Si, sous ce rapport, l'Athénée occupe déjà une place enviable dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, nous aimerions aller encore plus loin".

Et voici sa conclusion:

"Je laisse à l'imagination et à la bonne volonté de votre conseil d'administration et de vous-même le choix du moyen ; que vous trouviez une solution à ce problème est en tout cas le vœu le plus cher de la direction de l'Athénée."

Nous comptons, c'est sûr, parmi les Anciens, des lecteurs assidus de notre Bulletin, je vous en remercie, mais également épris de littérature et de sciences.

Bon nombre de livres sont stockés dans votre bibliothèque, où ils dorment jusqu'à la fin des temps en attendant le prince charmant qui ne viendra pas les réveiller. Une main sacrilège les jettera aux ordures. D'autres trouveront ce même chemin après lecture, à moins qu'ils n'aillent au recyclage.

Ne sommes-nous pas des gens épris de rationalisation ? Pourquoi ne pas déposer vos livres ou revues intéressantes à l'Athénée ou chez un membre du Conseil d'Administration, d'une façon anonyme ou en signant de votre nom ? Dans ce cas le bibliothécaire se permettrait de signaler le don en l'inscrivant dans chaque livre.

De cette façon les idées de tel auteur, la science de tel chercheur, avant de brûler à Sidor, ou de donner du beau papier gris recyclé, aurait servi à "agrandir l'âme" des jeunes étudiants, qui seront le Luxembourg de demain.

Merci d'avance aux généreux donateurs et secouons encore une fois le cocotier !

De son côté, le Conseil d'Administration se réserve d'autres initiatives.

Quelques-uns de nos membres habitent l'étranger et, curieusement, leurs engagements me paraissent plus vivants et plus motivés.

Monsieur Adrien Meisch, ambassadeur à Bonn, a accepté de donner un récital de piano à quatre mains, ensemble avec M. Carlo Gruber. La préparation de cette manifestation a obligé les artistes à faire plusieurs fois le voyage de Bonn à Luxembourg et vice-versa.

Monsieur Meisch nous a envoyé un excellent papier, très instructif, que je vous conseille de lire.

Des Etats-Unis me vient ce message de notre ami Félicien Steichen, chirurgien à Larchmont:

"J'ai été très content de voir qu'il y a une Association des Anciens de l'Athénée..... Ici aux USA il y a des associations d' "alumni" pour tout et elles jouent un rôle important !"

Combien de fois prenons-nous exemple sur les Américains, combien de fois leur exemple nous sert-il d'argument ? Pourquoi pas cette fois-ci ?

J.Mersch

Préface

"L'Europe est un continent pauvre peuplé de gens riches ;
l'Afrique est un continent riche peuplé de gens pauvres."

Voici l'une des réflexions essentielles que nous avons pu entendre - ou lire - dans la Conférence "L'Aide au Développement, une Faillite programmée ? " faite par Monsieur Marcel Mart à l'Athénée.

Il nous a donc paru nécessaire de demander à un éminent spécialiste, en l'occurrence à Monsieur Jacques F.Poos, d'interpréter cette pensée, ceci à la lumière de la crise économique et financière qui depuis les années soixante-dix pèse sur nos sociétés - riches ou pauvres - et hante la pensée et la réflexion des peuples et de leurs dirigeants.

J.F. Poos brosse une analyse claire, mais quand même dramatique de la crise: Quelles en sont les causes ? L'arrêt de la croissance, dont l'origine se trouve dans le choc pétrolier de 1973, la hausse des taux d'intérêts, la hausse du cours du dollar, enfin la baisse généralisée du cours des matières premières, pétrole excepté.

Une comparaison s'impose: celle d'avec la grande dépression des années trente. S'il y a des moments positifs, "il existe un facteur aggravant... l'endettement du Tiers Monde". Suivent les chiffres impossibles à imaginer, tragiques dans leur interprétation et dans les conséquences éventuelles, paralysants dans la recherche des solutions ou plutôt dans la mise en oeuvre de celles-ci.

Le conférencier alors revient sur le terrain exigü de l'économie luxembourgeoise, où il trouve une inflation trop forte, une croissance négative, des finances publiques précaires.

Une solution globale, au vrai sens du mot, de la crise est indispensable. Deux écoles s'opposent, celle de Friedmann, monétariste, et celle de Keynes. Aucun des deux ne proposera une issue satisfaisante. Les structures sociales de notre vieille Europe compliquent encore les choses: nous assistons à une lente désindustrialisation de notre continent, le citoyen exige une sécurité tous azimuts presque absolue, dont découle logiquement un "socio-corporatisme".

Une forêt de questions, d'idées, assombries par des interférences européennes, régionales et nationales: Jacques F.Poos nous propose des solutions, parfois absolues, courageuses, parfois un tantinet mitigées, toujours claires. Il insiste sur la lenteur de l'évolution et les dangers intrinsèques, que comportent certaines données, essentiellement l'endettement du Tiers Monde.

Jacques F.Poos est Ancien de l'Athénée, a été journaliste, directeur de Banque, est actuellement Ministre de l'Economie et des Affaires Etrangères: Il était déjà investi de hautes responsabilités au tout début de la crise, aux heures les plus dramatiques de la crise de notre sidérurgie.

Sa conclusion est d'un optimisme raisonné: "Oui, la crise peut-être maîtrisée sur le plan interne et sur le plan mondial, mais au prix d'un effort énorme de solidarité... Ils y perdront forcément quelques cartes. Mais ils les perdront toutes s'ils ne se présentent pas à la Table."

Mais n'est-ce pas là l'ébauche de cette "civilisation unique sur l'ensemble de la Terre" dont parlait Jacques Santer ?



«Trèppeltour» du 8 juin 1985 à Kayl



Odyssea per Luxemburgum Romanum

Nous ne pouvons mieux faire que de citer le texte paru dans la presse quotidienne:

"Nous pouvons saluer ces jours-ci la parution d'un "roman" original en langue latine, résultat du travail assidu de trente élèves de I^{ve} de l'Athénée de Luxembourg.

Sous la direction de leur professeur de latin, Madame Claudine Blasen-Mergen, les jeunes auteurs ont inventé, rédigé et mis en forme l'histoire du jeune esclave Acceptus, qui fuit son méchant maître et vit des aventures palpitantes dans différents sites du Luxembourg romain.

Outre les 80 pages de texte latin, le volume broché contient une traduction scolaire française, le vocabulaire qui dépasse le niveau de I^{ve}, des indications historiques, des illustrations, une carte et une bibliographie.

Le livret, édité par les soins de l'Association des Anciens de l'Athénée, peut être commandé par le versement de 120 Fr (frais de port compris) au CCP 75888-34 de l'Association. Le bénéfice de la vente reviendra à "Médecins sans frontières".

Il nous reste à féliciter les jeunes latinistes pour cette initiative exceptionnelle et à souhaiter beaucoup de succès à leur oeuvre intéressante".

Mais quel succès, vraiment !

Un premier tirage de 500 exemplaires fut vite épuisé. 300 fascicules supplémentaires durent être mis en chantier. Les vacances ne sont pas propices à ces travaux.

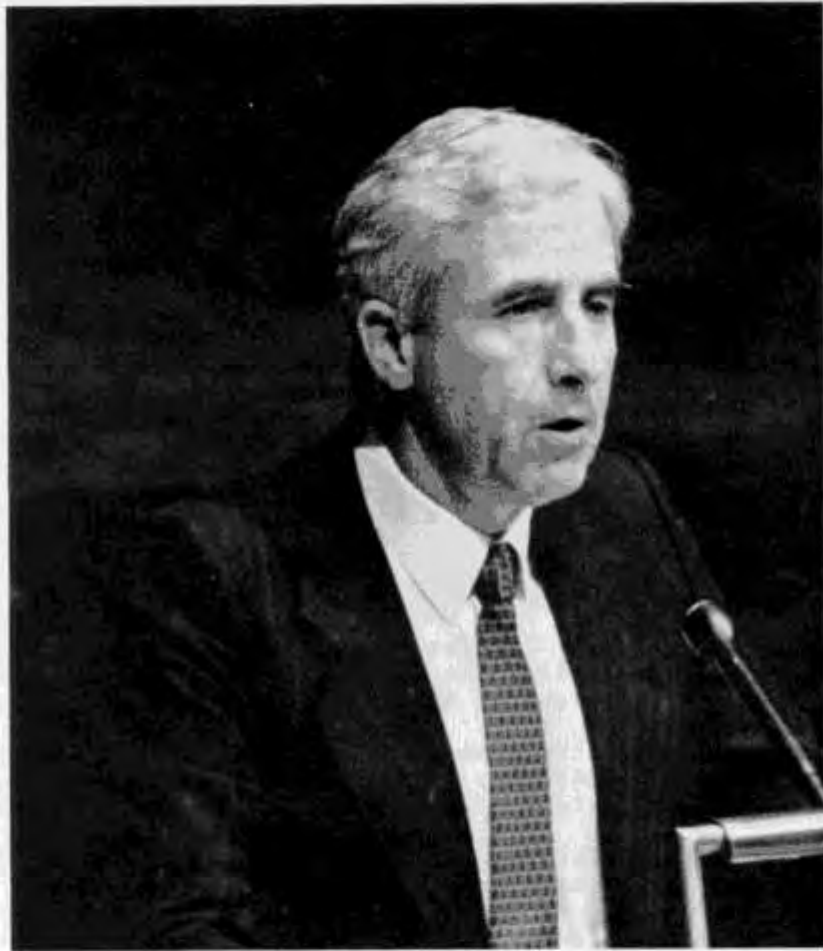
Ainsi bon nombre d'entre vous ont dû patienter pendant plusieurs semaines avant de se délecter à cet opuscule et, qui sait, mettre à l'épreuve ce qui reste de leurs connaissances de "latiniste".

J'espère que le plaisir de la lecture les incitera à excuser notre retard... dû au trop grand succès... pour une fois.

Un certain nombre d'exemplaires sont encore disponibles. Avis aux amateurs.

J.M.

Jacques F. Poos:



**La crise économique
et financière
est-elle encore maîtrisable?**

Ayant fréquenté pendant sept ans cette vénérable institution, je n'ai pas su me dérober au devoir à domicile que m'a imposé voilà quelques semaines le Président des "Anciens", Monsieur Corneille Bruck... Ceci d'autant plus qu'il s'agissait d'une "revanche" pour les nombreux travaux imposés que j'ai fait subir à l'ancien directeur de l'I.G.F. pendant la période 1976-1979.

Il est vrai que le thème choisi m'a emballé. Il est en effet à bien d'égards passionnant !

A mesure que la crise s'est aggravée, la question quasi philosophique de l'avenir des sociétés industrielles n'intéresse plus uniquement les économistes, les hommes politiques et les banquiers.

Elle est posée avec inquiétude par chaque citoyen.

Au cours des dernières années, et au cours des dernières années seulement, l'homme de la rue s'est soudain rendu compte qu'à la fois son emploi et le niveau de son revenu ne sont peut-être pas des droits acquis à vie.

Alors il s'interroge et se tourne vers les économistes et les hommes politiques, pour connaître la réponse.

Or, jusqu'à cette date une stratégie valable de sortie de la crise n'a été mise en place nulle part au monde. Il existe certes des économies qui supportent mieux que d'autres les conséquences de la crise. Il existe différentes politiques de gestion de la crise.

On peut même constater que la crise est restée, jusqu'à présent, sous contrôle. Elle a été si l'on peut dire maîtrisée. Mais le prix à payer, variable lui aussi selon les pays et les catégories sociales, a été un recul du niveau de vie.

Nous sommes toujours sur la pente descendante et personne n'entrevoit le fond de la vallée. Bien plus, en dévalant la pente, bien des citoyens se demandent si, finalement, au bout de leur course, ils n'ont pas rendez-vous avec un cataclysme économique d'une ampleur jusqu'à présent inconnue.

Avant d'esquisser quelques solutions, il importe de bien percevoir les causes de la crise.

Les causes sont évidemment multiples, mais se laissent ramener au dénominateur commun: L'arrêt de croissance.

Comme des joueurs de cartes, nous ne sommes pas seulement en présence d'une nouvelle donne. Mais nous constatons que les règles du jeu économique et du jeu politique ont été, soudain, modifiées. La dynamique de croissance, logique interne du système de l'économie de marché, est cassée. Et il faut réapprendre à jouer avec la nouvelle donne et selon des règles nouvelles. A l'heure actuelle les gouvernements s'y appliquent, très maladroitement...

Le nouveau jeu, c'est le jeu à somme nulle, admirablement décrit dans la "Zero-Sum Society" de Lester Thurow, Professeur au Massachusetts Institute of Technology.

Dans ce jeu à somme nulle, tout ce qui est distribué aux uns est repris aux autres.

Le jeu à somme nulle, pense Thurow, deviendra de plus en plus difficile étant donné que tout le monde exigera davantage de transferts sociaux. Ces besoins ne peuvent pas être satisfaits. Mais il faudra néanmoins leur faire face. Nous risquons ainsi d'entrer dans une ère où les inégalités sociales vont s'agrandir et où les luttes pour le partage vont s'exacerber.

Comment les sociétés industrielles en sont-elles arrivées là ?

Dans l'abondante littérature économique qu'a générée la crise, on ramène généralement l'origine de nos maux au choc pétrolier de 1973.

Cette explication souvent présentée de façon simpliste, n'est pas fausse. Mais elle n'est qu'une partie de la vérité.

L'explosion du prix du baril de pétrole, qui valait 2,5 \$ au milieu de 1973 pour se situer à 32 \$ à la fin de 1982, est évidemment à l'origine d'une gigantesque ponction des richesses des pays industrialisés grands consommateurs de pétrole.

Mais ces mêmes pays ont subi dans l'intervalle deux autres chocs non moins dévastateurs pour les mécanismes économiques en place: le choc de la hausse des taux d'intérêts et le choc de la hausse du cours du dollar, c'est-à-dire de la monnaie dans laquelle se libellent les transactions commerciales internationales.

Les pays pauvres quant à eux sont frappés par un quatrième choc se superposant aux trois autres, à savoir la baisse généralisée du cours des matières premières: le PIB par habitant des pays d'Amérique Latine a diminué de 3,3 % en 1982, alors qu'il avait déjà baissé de 4,5 % en 1981.

Au début des années 1980 toutes les conditions pour une large déflation mondiale étaient donc réunies: le chômage dans des pays membres de l'OCDE représentait 10 % environ de la population active et frappait environ 32 millions de personnes.

Les parallèles avec la grande dépression des années trente sont nombreux: recul des prix des matières premières, dettes extérieures énormes, politiques monétaires et budgétaires restrictives, recours au protectionnisme, contraction du commerce international, chômage sans cesse croissant.

Il existe cependant avec la crise des années 30 des divergences fondamentales:

- il n'y a pas de baisse des prix généralisée; au contraire, l'inflation reste une préoccupation constante des gouvernements;
- le chômage massif n'engendre pas nécessairement une misère matérielle, le système de protection sociale étant mieux organisé;
- les instruments de la politique économique sont plus diversifiés et la coopération internationale (FMI, GATT, OCDE, CEE) est plus efficace. C'est à cette coopération que nous devons

sans doute, que nos frontières sont somme toute restées ouvertes et qu'un effondrement financier a pu être évité jusqu'à ce jour.

Mais à côté de ces trois divergences positives avec la grande dépression des années 30, il existe un facteur aggravant sur lequel nos gouvernements passent généralement avec un mutisme étrange et qui n'est souvent pas perçu à sa juste mesure par nos concitoyens: il s'agit de l'endettement du Tiers Monde.

Les 600 milliards de dettes accumulés par les PVD constituent en effet une véritable bombe à retardement dont la détonation risque de faire éclater tous les mécanismes de protection soigneusement mis en place dans les pays riches.

L'ampleur de ce problème mérite qu'on s'y attarde quelque peu.

Le Rapport annuel 1983 de la Banque Mondiale chiffre l'encours de la dette publique extérieure des pays en voie de développement à 500,9 milliards de \$ à fin 1981.

La dette globale se répartissait comme suit par région ou zone géographique:

	Mia de \$
Afrique au Sud du Sahara	: 64,7
Afrique du Nord et Moyen Orient	: 65,1
Amérique Latine et Caraïbes	: 183,4
Asie de l'Est et Pacifique	: 82,4
Asie du Sud	: 51,4
Europe du Sud et pays méditerranéens	: 53,9
Total général	500,9

En extrapolant le rythme d'accroissement des dernières années, le total général fin 1983 atteindra les 600 milliards de dollars. Si l'on ajoute les Etats du COMECON, on arrive à quelque 800 milliards de dollars.

Environ les deux cinquièmes de cette somme ont été prêtés par des institutions financières privées, le reste ayant été mis à disposition par les institutions multilatérales, les Etats et les fournisseurs des pays industrialisés.

800 milliards de dollars ! Cela représente 43.200 milliards de Flux: 635 fois le volume du budget de l'Etat luxembourgeois !

Les niveaux d'endettement de ces pays n'auraient peut-être pas semblé excessifs au cours de la seconde partie des années 70, lorsque les taux d'intérêts réels étaient bas et lorsque le volume et les prix des exportations augmentaient. L'encours de la dette représente aujourd'hui 104 % du volume des exportations des pays en question, et entre 20 à 30 % de leurs recettes d'exportation doivent être consacrées au service de la dette.

"Si l'on parvenait à trouver une solution judicieuse aux problèmes actuels", note la Banque Mondiale à cet égard, "il est probable que la crise pourrait être surmontée sans provoquer une grave désorganisation du système financier international".

Mais la "solution judicieuse" est loin d'être trouvée !

Tout au plus le rééchelonnement de la dette d'un certain nombre de gros débiteurs a-t-il reculé la crise dans le temps sans apporter la solution fondamentale.

Depuis le brusque arrêt des remboursements du Mexique, intervenu en août 1982, une nouvelle technique de rééchelonnement se développe: des négociations simultanées ont lieu entre le pays débiteur d'une part et le FMI, la Banque Mondiale et les banques privées créditrices d'autre part. Dans le cas de la Pologne, près de 500 banques créancières sont concernées. Pour le Mexique, le nombre de banques impliquées s'élève à plus de 1.200.

On s'efforce dans chaque négociation d'établir un lien entre

- la renégociation de la dette exigible de l'année à venir,
- un programme d'ajustement (d'austérité) à adopter par le pays débiteur,
- l'octroi de crédits de pont par les banques centrales et la BRI, pour permettre aux pays en question de faire face à leurs échéances immédiates et de servir un intérêt sur la dette en cours,
- la fourniture de nouveaux capitaux par les gouvernements, le FMI et la Banque Mondiale, et enfin
- l'octroi de nouveaux prêts par les banques privées.

Au cours des négociations, ce rééchelonnement ayant eu lieu en 1981 et 1982 avec quelque 45 pays (nombre double des négociations en cours en 1980), il est apparu

- que les moyens d'action dont disposent les institutions financières multilatérales (FMI, BRI, BM) sont largement insuffisants pour couvrir les besoins. Leurs moyens financiers resteront précaires, même après la récente assemblée annuelle du FMI et de la BM à Washington;
- que le programme d'ajustement mis en place par le FMI exige des pays un ensemble de mesures déflationnistes extrêmement pénibles (réduction des dépenses publiques, réduction des salaires, réduction des importations...) mal supportées par des populations déjà voisines de la pauvreté absolue.

En plus, la déflation brutale risque d'entraîner des effets économiques pervers tels que la réduction des investissements qui diminuera la croissance potentielle des pays en voie de développement et donc leur capacité de rembourser à terme leur énorme dette ;

- l'extrême réticence des banques privées d'accorder de nouveaux prêts et de continuer en quelque sorte à "jeter du bon argent après le mauvais".

En 1982 un volume de nouveaux prêts bancaires de l'ordre de 41 milliards de dollars (x) a néanmoins pu être mis au point. Il faut en chercher l'explication dans le réflexe de conservation des institutions financières privées. Un arrêt du service des intérêts et le refus catégorique de rembourser le principal aux échéances prévues dans les contrats obligerait les banques à déclarer leurs gros débiteurs "en défaut". Les banques en

(x) Source: Morgan Guaranty Trust Company of New York

question se verraient par là-même forcées, en vertu des réglementations bancaires nationales, à inscrire au passif de leurs bilans des provisions pour créances douteuses qui - vu le volume en cause - déséquilibreraient leur bilan et leur compte de profits et pertes.

De nombreuses banques (surtout américaines), dont on peut lire les noms à la tête du hit-parade du classement par ordre de grandeur, ont prêté dans une proportion de 150 à 245 % de leurs fonds propres à des pays que l'on peut aujourd'hui classer parmi les pays à problèmes. On peut aisément s'imaginer les réactions que produira le "défaut" d'un gros débiteur, ou de tous leurs gros débiteurs, chez leurs déposants...

On peut donc se demander qui, du créateur ou du débiteur, est le plus embarrassé par la situation actuelle...

"Si vous avez emprunté 1 million auprès d'une banque", dit une maxime bien connue, "et que vous ne pourrez le rembourser, vous aurez des ennuis sérieux. Mais si vous avez emprunté un milliard et que vous ne pourrez rembourser, c'est la banque qui aura des ennuis."

Le banquier britannique Sir Sigmund Warburg n'a peut-être pas tort lorsqu'il lance une prophétie lourde de sens (et de malheurs): "Le glas du système bancaire international sera sonné dans les slums de Sao Paolo..."

Je suis d'avis que la situation précaire de la dette internationale est loin d'avoir atteint son point culminant. La menace d'un conflit est indéniable.

Si je me suis étendu plus longuement sur ce problème - que nos responsables politiques couvrent le plus souvent d'un voile de silence - c'est pour bien cerner la menace qui pèse sur le système bancaire des pays occidentaux. En économie privée et en économie publique, le mythe de l'épée de Damoclès est souvent cité à tort et à travers: Je n'exagère pas en exprimant la crainte que l'épée dorée des 800 milliards de dollars est la plus lourde qui ait jamais été suspendue au-dessus de nos têtes !

Pour prévenir l'effondrement du système financier international, il ne suffit pas d'augmenter les quotas du FMI, ni d'inciter les banques à ne pas arrêter le flux des prêts, ni de créer de nouvelles agences internationales de financement, ni d'imposer des cures déflationnistes aux pays débiteurs.

Il faudra rechercher une solution globale et à long terme au problème.

J'y reviendrai dans la deuxième partie de mon exposé qui traitera des solutions à mettre en oeuvre pour éviter un krach économique et financier.

Revenons brièvement sur le terrain étroit de l'économie luxembourgeoise pour cerner davantage les faiblesses spécifiques de notre pays dans la crise actuelle.

Au Grand-Duché de Luxembourg, l'arrêt de la croissance, dû aux quatre "chocs" que je viens de décrire, a affecté gravement nos équilibres fondamentaux.

- La stabilité des prix, recouvrée à grand-peine en 1978 - où la hausse a atteint 3,1 % - n'a pas pu être maintenue dans la suite: la hausse des prix s'est accélérée d'année en année pour atteindre de nouveau 8,6 % fin 1984. Après une bonne deuxième ou troisième place derrière la RFA et les Pays-Bas, nous sommes relégués aujourd'hui à la 6e place, derrière la Grande-Bretagne et la Belgique. La politique des prix menée actuellement ne permet pas d'être plus optimiste pour le proche avenir.

- Notre balance commerciale a commencé à recenser un déficit dès 1975. Depuis lors, l'excédent des importations s'est creusé pour atteindre un découvert structurel dans l'état actuel de la conjoncture de l'ordre de 20 à 25 milliards de francs. Et la série continue !

Dans les 8 premiers mois de 1983 nos exportations sidérurgiques ont de nouveau reculé de 19,9 % en valeur. Notre balance des paiements qui englobe l'exportation de services (=marge bénéficiaire brute sur les prêts accordés) des institutions financières reste encore largement positive. Mais la tendance pourrait se renverser brutalement, si le problème de la gestion de la dette du Tiers Monde, évoqué tout à l'heure, devait échapper au contrôle.

- En matière de croissance de son PIB, le Grand-Duché de Luxembourg est sans doute le pays membre de la CEE qui se relèvera le plus difficilement de la récession. Alors que l'OCDE prédit pour l'ensemble de ses membres une croissance légèrement positive de 0,5 à 1 % au titre de l'année en cours, le STATEC prévoit pour 1983 un recul du PIB luxembourgeois plus sévère qu'en 1982, année où nous avons connu une régression de 0,8 % en volume.

La crise latente de la sidérurgie et ses éventuels besoins nouveaux en financements publics pour parfaire le processus de restructuration d'une part, et la lenteur de la substitution des postes de travail supprimés par des emplois nouveaux dans des industries nouvelles d'autre part, ajoutent un handicap supplémentaire. Il est de taille dans une économie de petit espace, où le processus de la "destruction créatrice", décrit par Joseph Schumpeter, n'est pas opérationnel, c'est-à-dire où les postes de travail dans les industries qualifiées de "crépusculaires" ne se remplacent pas en un tour de main par des emplois dans des industries de haute technologie.

- L'équilibre des finances publiques, enfin, tel qu'il apparaît à travers le projet de budget pour 1984 est plus apparent que réel.

En vérité, pendant les cinq dernières années, nos gouvernants avaient opté pour un comportement de cigales. Ils ont vidé le grenier à grains sans rien y ajouter: fin 1984 les 15 milliards qui en 1979 se trouvaient dans notre réserve budgétaire ainsi que dans celle des fonds spéciaux auront fondu à zéro.

Le gouvernement issu des élections de juin 1984 héritera d'une situation financière préoccupante, caractérisée par un solde à

financer (c'est-à-dire un excédent structurel des dépenses sur les recettes) de l'ordre de 6 à 7 milliards. Il s'y ajoute la situation extrêmement précaire de nos régimes de la sécurité sociale.

L'inflation trop forte, la croissance négative, les finances publiques obérées... sont certes le lot commun de toutes les économies industrialisées de la Vieille Europe. Mais rapportés à la taille du Luxembourg, ces déséquilibres risquent de peser plus lourd dans la balance. Car à la différence de nos grands voisins, le Luxembourg est dépourvu à la fois des moyens anti-cycliques traditionnels - financement monétaire du déficit budgétaire p.ex. - et de la faculté de digérer financièrement et territorialement le déclin d'un secteur clé de son économie.

Pour sortir de la crise nous ne pourrons compter que sur nos propres forces.

Nous ne pourrons réussir que si nous sommes à la fois plus astucieux et plus vertueux que les autres.

Mais avant d'esquisser quelques stratégies de sortie de la crise, il importe de passer en revue les politiques imaginées par les autres.

Nous constaterons d'emblée qu'il n'y a pas de panacée, mais que la démarche suivie présente certaines similitudes quelle que soit d'ailleurs la couleur politique du pouvoir en place.

Si nous écartons d'emblée l'immobilisme politique comme solution particulièrement impropre dans les circonstances actuelles, nous remarquerons que la plupart des gouvernements s'inspirent plus ou moins ouvertement de l'Ecole Friedmanienne.

Le Professeur Milton Friedmann, maître à penser de l'Ecole de Chicago, postule qu'on peut faire disparaître les dérèglements signalés à condition de se rendre maître de la masse monétaire.

Les politiques inspirées de l'Ecole de Chicago sont également qualifiées de "supply side economics". Elles tournent le dos à la politique keynésienne de la stimulation par la demande. C'est sur l'offre, et en tout premier lieu sur l'offre de monnaie, qu'elles entendent agir.

La réduction de la masse monétaire, diront-ils, aura pour effet le ralentissement de l'inflation. Parallèlement à cela, il importerait de relancer les investissements privés au moyen d'une stimulation adéquate, notamment fiscale.

Les politiques qui se sont inspirées de Milton Friedmann - c'est-à-dire essentiellement Président Reagan aux USA et du Premier Ministre Margaret Thatcher au Royaume-Uni - ont réussi à infléchir de façon substantielle les taux d'inflation. Mais leur succès, jusqu'à présent, s'arrête là. Et il a été obtenu au prix d'un accroissement record du niveau de chômage.

Par la politique du taux d'intérêt élevé, les monétaristes ont finalement réussi à contrôler et contenir l'accroissement de la masse monétaire. Mais la hausse des taux d'intérêt a conduit à

deux effets pervers qui agissent au détriment de la reprise de l'économie interne, à savoir l'appréciation du cours du change de la monnaie nationale (qui décourage les exportations) et la baisse des investissements privés.

Je passe ici sur l'effet extrêmement néfaste qu'a exercé cette même politique sur les pays du Tiers Monde.

Ni aux USA ni au Royaume-Uni, l'équilibre des finances n'a pu être rétabli.

Au contraire les déficits publics records de ces pays documentent que la rigueur prônée par l'Ecole de Chicago a complètement fait faillite dans ce domaine.

L'expérience monétariste conduit à l'impasse, parce qu'en définitive elle néglige la complexité des économies modernes et fait fi des réactions sociales et politiques.

C'est cette constatation qui a fait dire au professeur Alexandre Lamfalussy, directeur général adjoint de la BRI: " Si la politique monétaire restrictive ne s'accompagne pas d'autres politiques, surtout si elle n'est pas assortie d'une politique budgétaire appropriée et d'une adaptation des hausses salariales aux possibilités réelles de l'économie, l'impact de la restriction monétaire affectera avant tout le secteur des entreprises, donc leurs investissements. Il s'ensuivra l'érosion du potentiel de croissance future de l'économie, avec tous les problèmes sociaux que cela posera pour l'avenir, notamment en matière d'emploi."

Une théorie économique qui débouche en fin de compte sur une aggravation du chômage et la baisse du niveau de vie n'est acceptable pour personne.

Force est de nous tourner vers des compromis entre le monétarisme pur et la relance de la demande d'inspiration keynésienne.

Maintenant que l'inflation paraît, non pas vaincue, mais maîtrisée aux Etats-Unis, la baisse du niveau des taux d'intérêt est la mesure immédiate à préconiser afin de sortir l'économie mondiale du marasme.

La reprise des investissements et l'allègement des dettes à la fois des Etats pauvres et des Etats industrialisés, seraient les deux conséquences bénéfiques d'une telle mesure.

Seule une baisse du niveau des taux d'intérêt américains peut donner le signal de départ à une baisse généralisée des taux, préalable de la reprise.

Jusqu'à présent, toutes les pressions qui sont exercées dans ce sens sur les autorités américaines - la dernière en date a été celle du Sommet occidental de Williamsburg au mois de mai 1983 - ont été vaines.

Les Etats-Unis continuent à s'offrir un déficit public de l'ordre de 70 milliards, déficit qui doit être financé par des emprunts du Trésor. Ce besoin énorme de l'Etat, couplé aux vues monétaristes du Président de la FED, maintient une traction constante sur le niveau des taux.

C'est à peine si l'on s'attend à une détente politique de faible ampleur en 1984, année des élections présidentielles aux Etats-Unis.

En réalité les Etats-Unis se comportent comme si les sages préceptes qu'ils dispensent au Tiers Monde, ne valaient que pour les autres.

Ils pèsent de tout leur poids politique et financier dans la mise au point de programmes d'austérité par le FMI destinés à ramener dans le droit chemin les pays sur-endettés .

Mais chez lui, dans sa propre cuisine, le gouvernement actuel des Etats-Unis ne se soucie guère ni de l'équilibre des finances publiques ni de l'équilibre de la balance des paiements.

Le FMI, plus indépendant de l'influence américaine, et soucieux d'équité dans la répartition des sacrifices, ne devrait-il pas imposer aux Etats-Unis la réduction des dépenses publiques (surtout militaires) ainsi que l'augmentation des impôts, des cotisations et des tarifs publics qu'ils préconisent pour des pays dont le niveau de vie n'atteint pas le cinquième de l'Amérique du Nord ?

Le rétablissement de l'équilibre à moyen terme du budget des Etats-Unis ramènerait les taux d'intérêt américains à des niveaux acceptables, ferait baisser le cours de change du dollar, augmenterait la compétitivité des exportations américaines et redresserait à terme la balance commerciale des Etats-Unis.

Vous vous êtes aperçus, qu'après l'analyse des causes de la crise, j'ai imperceptiblement glissé vers l'esquisse de remèdes.

Dans le monde, tel qu'il est , il faut tenir compte des rapports de force.

De même que la guerre du Vietnam a été terminée aux Etats-Unis même, c'est de Washington et non pas de Sao Paulo que doit partir l'impulsion à la baisse des taux d'intérêt. Je persiste à croire que seule une baisse sensible des taux est une condition indispensable à une reprise de l'économie mondiale.

L'effort propre américain ne nous dispensera pas, nous Européens, de réussir notre propre processus d'ajustement.

Il faudra surmonter à la fois le déficit du commerce extérieur - c'est-à-dire devenir de nouveau compétitifs sur les marchés extérieurs - et le déficit croissant des finances publiques, Sécurité sociale comprise.

Dans son excellente analyse de la situation actuelle "L'après-crise est commencé", Alain Minc dépeint les deux déséquilibres signalés comme de véritables contraintes qui risquent de conduire à la faillite l'Etat-Providence.

"La contrainte externe, majeure à court terme", écrit-il, " nous interdit de croissance; elle trouve son pendant dans une contrainte interne, moins brutale dans l'immédiat, donc mineure d'apparence, mais qui, à terme, risque de miner le système économique: l'incompatibilité de l'Etat-Providence tel qu'il

fonctionne et d'une économie sans croissance".
La contrainte interne est financière.

La grande machine de distribution et de redistribution des richesses qu'est devenu le Budget de l'Etat avec ses multiples annexes continue à tourner à pleine vitesse. C'est à peine si les prestations et allocations de toute nature sont effleurées par le ralentissement de la capacité des entreprises et des particuliers de ravitailler la machine à coup d'impôts: "Tous les éléments d'une explosion à retardement sont réunis", nous avertit Alain Minc, "...le système n'a aucune souplesse interne."

Ce manque de souplesse des vieilles nations européennes conduit à une lente désindustrialisation de notre continent, les pôles de croissance de l'économie mondiale de cette fin de siècle se regroupant autour de la côte californienne des Etats-Unis et de l'Asie du Sud-Est.

Le désir d'infléchir le cours des choses se heurte à deux obstacles majeurs dont l'un est de nature psychologique et le deuxième socio-politique.

La "raison du rentier", c'est-à-dire le désir presque fantasmagorique de sécurité de chaque citoyen, et l'ascension du social-corporatisme sont, d'après Minc, des barrières quasi infranchissables à l'ajustement nécessaire.

Je ne m'étendrai pas davantage sur le désir inné de sécurité qui hante chaque Luxembourgeois depuis son berceau. Des sociologues se sont penchés sur ce trait caractéristique de notre nation.

Je souligne simplement au passage que l'accentuation de ce désir frénétique de sécurité, qui se trouve sous d'autres formes chez nos voisins, constitue pour le Grand-Duché de Luxembourg un facteur aggravant dans une stratégie de sortie de crise.

Le social-corporatisme par contre est un danger plus réel, car il risque de bloquer le jeu normal des institutions politiques et d'empêcher les décisions politiques indispensables.

Ecoutons encore une fois Alain Minc: " Dans la partie à somme nulle qu'entraîne inévitablement la disparition de la croissance, les groupes sociaux rivalisent pour repousser l'un sur l'autre le poids de la crise. Les corporatismes se durcissent, mais au lieu de s'affronter s'allient de manière tacite pour repousser la crise sur les exclus."

Le conflit échappe à la dialectique de la lutte des classes. Il n'oppose plus les travailleurs à leurs patrons privés, mais à l'Etat ou à d'autres groupes de salariés. Nous assistons "à un combat quotidien pour maintenir les avantages acquis et repousser sur autrui le poids de la crise..."

Un sociologue impartial qui aurait assisté à Luxembourg aux discussions tripartites et multipartites sur le financement de l'aide à la sidérurgie et sur la réforme des régimes de pension n'eût pu tirer meilleure conclusion.

D'autres auteurs contemporains comme Pierre Rosanvallon dans son livre "La crise de l'Etat providence" (Seuil, 1981) et François de Closets dans son ouvrage "Toujours plus" (Grasset, 1982) ont

16

poussé plus loin l'étude du néo-corporatisme triomphant des sociétés occidentales en crise.

La solidarité nationale se perd dans la lutte entre corporations.

"Pour tous les groupes", écrit François de Closets, "il n'est qu'une loi: obtenir davantage. Davantage d'avantages."

Ce n'est pas uniquement l'argent qui est l'enjeu de la lutte. Il y va pêle-mêle des "facteurs non monétaires" tels que rente de situation, prix garantis, sécurité de l'emploi, régime de retraite, durée des congés, âge de la retraite, régime fiscal, retraite complémentaire, avancement à l'ancienneté, prêts bonifiés, restaurant d'entreprise, considération sociale, etc., etc...

"Les corporations dont on entend beaucoup parler sont souvent celles qui ont beaucoup reçu", dit encore François de Closets, "la misère est silencieuse."

La misère est silencieuse ! Ce ne sont pas les représentants des 8 % de Luxembourgeois rangés parmi les pauvres par une récente enquête du CES, ni même les quelque 26 % vivant près du minimum social d'existence qui mobilisent les masses dans les cortèges.

La redistribution des richesses ne s'effectue plus du haut vers le bas. A tous les échelons intermédiaires des catégories socio-professionnelles, des blocages et verroux enrayent le mécanisme.

L'inégal, aujourd'hui est toujours en haut, jamais en bas.

On comprend que les gouvernements, déjà freinés par la traditionnelle résistance des nantis, n'ont souvent pas le courage d'affronter les puissantes corporations. Ils se replient alors vers la solution de facilité qui consiste à opérer le processus d'ajustement et à corriger les inégalités de façon indolore.

Or, c'est précisément cette approche qui se révèle de plus en plus impraticable dans une économie dont la croissance a disparu.

Alors que faire ?

Il faut réussir une double gageure:

- sauvegarder coûte que coûte la démocratie parlementaire, et
- parfaire la concertation sociale avec les groupes socio-professionnels.

Les puissantes corporations sont un fait qui doit être accepté. Mais il faut éviter à tout prix le blocage des décisions par le moyen d'un refus catégorique ou par le veto absolu d'un seul groupe.

A cet égard l'instrument de concertation qu'a constitué la "loi du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi" avait imaginé une solution originale.

Cette solution, qualifiée de "modèle luxembourgeois" prenait au sérieux les corporations et les associait au pouvoir politique. Un droit de veto était même prévu lors des délibérations touchant

l'essentiel de ce qu'on peut appeler les "acquis sociaux". Mais ce droit de veto n'appartenait pas à chacune des corporations syndicale et patronale prise individuellement - avec le risque de blocage que cela comporte - mais à la majorité de chacun des deux groupes représentant les employeurs et les syndicats les plus représentatifs sur le plan national.

Ce mécanisme décisionnel constituait, à ma connaissance, le seul essai valable de concilier dans un Etat à tradition démocratique la démocratie parlementaire avec la réalité des corporations. Il est dommage qu'il ait été altéré ; à un moment où notre pays en éprouve le plus grand besoin.

Je ne vous étonnerai donc pas en soulignant qu'une condition préalable à la maîtrise de la crise est une réforme des Institutions : une réforme des Institutions qui améliore le modèle luxembourgeois au lieu de le démanteler et de le détruire.

Ce préalable résolu, il faudra alors corriger de main ferme les causes de nos déséquilibres fondamentaux: réussir la restructuration de la sidérurgie, créer les indispensables emplois de substitution, réaliser l'équilibre à moyen terme de nos finances publiques, y compris la Sécurité sociale et élaborer une Politique des revenus digne de ce nom.

En matière d'emploi, il faut bien se rendre à l'évidence que les grands groupes ne créeront plus d'emplois industriels, ce qui évidemment n'autorise pas à les qualifier de "crépusculaires". Les emplois correspondant à une exploitation rationnelle devront être consolidés. Notre politique dans ce domaine devrait ensuite se concentrer sur les P.M.I. et créer les conditions d'une éclosion dans ce secteur.

Dans un article remarqué "Politique industrielle et croissance" (Le Monde 11.10.1983) Jean-Michel Quatrepoint résume les mesures à prendre à cet égard:

"Créer un véritable statut du "capital-risque": permettre (dans les limites d'un plafond) les déductions fiscales pour ceux qui investissent directement dans l'industrie ; débureaucratiser; introduire le contrôle de l'administration a posteriori et non a priori." Et l'auteur de conclure en proposant une double stratégie rejoignant celle préconisée par Alain Minc: "Autant un certain interventionnisme paraît inéluctable pour les grands groupes et les grandes options stratégiques, autant un plus grand libéralisme est nécessaire pour le reste du tissu industriel."

Reste le problème épineux de la redistribution des richesses.

Le Conseil Economique et Social résume comme suit le problème fondamental qui se pose, ici, aux responsables politiques:

Recherche d' "un juste équilibre entre les aspirations sociales et les moyens économiques et financiers disponibles".

Il est remarquable et encourageant que notre CES rejoigne, dans son analyse perspicace de nos atouts et de nos faiblesses économiques (Avis du 22 août 1983 sur la Situation Economique, financière et Sociale du Pays), les analyses socio-politiques dont je viens de faire état.

Le CES souligne qu'une "protection sociale à tous les niveaux n'est plus compatible avec le principe de sélectivité et de soutien des économiquement faibles".

Il parle d'un "retour aux sources de notre politique sociale" et d'"interventions chirurgicales indispensables".

L'avertissement qui suit devrait être médité par les partis en lice pour les prochaines élections: "Il importe, ..., de délaissier la pratique de l'arrosier et de concrétiser mieux la finalité de la politique sociale: s'occuper davantage des économiquement faibles, parer au plus pressé, renforcer la sélectivité, bref, accentuer, en ce sens, la redistribution".

Cette prise de position courageuse a obtenu la quasi unanimité en séance plénière (3 voix contre sur 23 votants).

J'en conclus que les forces vives de la Nation sont singulièrement en avance sur la prise de conscience des partis politiques.

Mais ici, comme ailleurs, le diable est dans les détails. Les détails se régleront autour d'une table de négociation.

Afin d'entamer cette négociation dans de bonnes conditions, le premier devoir du gouvernement issu des élections de juin 1984 sera donc de proposer à toutes les parties en cause une vue globale et une perspective d'avenir.

Pour surmonter la crise sur le plan strictement national, il faut l'attaquer par le domaine institutionnel.

Afin de reprendre la négociation globale sur le partage des sacrifices, il importe de disposer d'abord de données fiables sur la répartition des revenus et des fortunes.

Le Luxembourg dispose de statistiques élaborées sur le nombre des divorces et sur les causes des accidents de la route. Mais dans le domaine des revenus et de la répartition des fortunes, il est statistiquement sous-développé. Or, une plus grande transparence en ce domaine me semble une condition indispensable à la discussion que ne manquera pas de provoquer la crise aiguë des finances publiques après 1984: s'il faut serrer la ceinture, que ce soit dans la justice sociale. Personne n'est prêt à serrer sa ceinture s'il constate à l'évidence que son voisin desserre d'un cran la sienne, ou simplement, porte des bretelles...

Malgré le retour en force des corporatismes, je crois que la partie peut être gagnée sur la base d'un plan d'ensemble et d'une vue d'avenir. Ici, comme sur le plan de la politique étrangère, il faut utiliser de façon intelligente les possibilités que nous confère notre petite taille et notre souveraineté.

Je crois sincèrement que les Luxembourgeois sont capables de réaliser le consensus social indispensable pour sortir du marasme.

Mais je répète: Nous ne pourrions pas nous en sortir seuls. Tout dépend en définitive du dénouement de la crise sur le plan mondial.

Tout dépend de l'issue de ce que j'appellerai l'hypothèque majeure qui pèse sur notre système financier: la crise provoquée par le surendettement du Tiers Monde.

Aussi terminerai-je mon exposé par l'esquisse de quelques solutions de ce grave problème.

L'ampleur que pourrait prendre une solution en catastrophe sur le monde occidental et sur le Grand-Duché de Luxembourg en particulier est proprement terrifiante.

Les banques implantées à Luxembourg avaient prêté, fin 1982, 9,9 milliards de dollars à leurs débiteurs relevant de la zone géographique de l'Amérique Latine et des Caraïbes et 4,9 milliards de dollars aux pays de l'Est. 5,5 autres milliards se trouvaient engagés dans d'"autres pays", notamment africains, non spécifiés dans les statistiques trimestrielles de l'IML.

Selon une estimation prudente, on peut admettre que 15 milliards de dollars environ sont fixés sur des débiteurs, privés et publics, connaissant à l'heure actuelle de sérieux problèmes de liquidité, voire de solvabilité.

Cette somme représente 18,9 % ("seulement") des actifs totaux des banques luxembourgeoises, mais six fois leurs fonds propres (estimés à 2,3 milliards de \$ à la fin de l'année passée).

Supposons un instant le non-remboursement total du principal et des intérêts.

Ce serait l'asphyxie. Non seulement l'Etat perdrait d'un seul coup les quelque 7 milliards d'impôts sur les collectivités que lui rapporte bon an mal an la place financière. Une grande partie des 8700 personnes employées par le secteur bancaire seraient menacées dans leur emploi. Mais la conséquence la plus grave d'une déconfiture d'un grand nombre d'instituts financiers serait l'anéantissement de l'épargne confiée à ces instituts par les déposants, personnes physiques et entreprises. Le Luxembourg en effet ne dispose pas de banque centrale pouvant jouer le rôle de "prêteur en dernier ressort". Il n'a pas non plus la faculté de se procurer des liquidités en actionnant la planche à billets.

Les conséquences dévastatrices d'un effondrement du système financier international se feraient sentir bien entendu également dans les autres pays qui abritent un secteur bancaire important. Et il n'est pas évident du tout que leurs banques centrales respectives soient suffisamment armées pour faire face à ces conséquences.

Ces dernières se trouveraient, là encore, amplifiées au Luxembourg en raison de notre structure propre.

La crise financière latente doit donc être maîtrisée coûte que coûte.

"Coûte que coûte": je veux dire par là, qu'il y a de fortes chances qu'elle risquera de nous coûter quelque chose...

Dans la grande discussion internationale qui est en cours sur le problème de la dette mondiale, différentes solutions ont été mises en avant.

Les deux solutions extrêmes sont :

- d'une part: la remise de la totalité ou d'une partie importante de la dette en faveur des pays débiteurs, et
- d'autre part: le "laisser aller" pur et simple, c'est-à-dire la non-intervention des Etats, des Banques centrales et des institutions financières multilatérales.

Ces deux extrêmes sont à écarter parce qu'ils aboutissent finalement au résultat catastrophique précédemment esquissé.

En fait nous sommes en présence d'une faillite des lois du marché. Laissé à lui-même, le marché conduit inexorablement à l'effondrement. L'intervention des pouvoirs publics devient indispensable.

Jusqu'à cette date, les pouvoirs publics - Etats, Banques Centrales, Banque Mondiale, FMI, et BRI - se sont bornés à parer au plus pressé.

Le remboursement de la dette à court terme des pays qui étaient dans l'impossibilité d'honorer leurs échéances a été rééchelonné. Les négociations se sont déroulées cas par cas et n'ont jamais dépassé le court terme, c'est-à-dire les échéances de l'année en cours. L'apport du minimum de capitaux nouveaux nécessaires pour assurer le paiement des intérêts et maintenir les importations indispensables des pays sur-endettés a été, en gros, assuré en 1982 et en 1983.

Le non-remboursement des échéances ainsi que les flux nouveaux vers les PVD accroissent évidemment le poids total de la dette des pays en cause: Elles reculent et aggravent la solution définitive !

Alors qu'on s'attendait à l'ébauche d'une telle solution à moyen et à long terme lors des récentes assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du FMI à Washington, ces deux réunions internationales ont déçu.

L'absence de décision pourrait même sonner le glas de la concertation monétaire internationale.

Le FMI a partiellement failli à sa mission.

Le Fonds avait été créé à Bretton-Woods afin de jouer un rôle-clé dans le nouvel ordre monétaire international. En tant que tel, il devait superviser l'ajustement des pays membres afin de corriger, par l'injection de liquidités à court terme, les déséquilibres temporaires des balances de paiement.

En 1972, lorsque le Président Nixon a coupé le lien entre le dollar et l'or, le FMI a été investi d'une nouvelle mission consistant à promouvoir les "droits de tirage spéciaux" (DTS) comme nouvelles liquidités internationales.

Les DTS n'ont jamais été que de pâles substituts du dollar et le système des taux d'intérêt flottants a échoué sur les pics des taux d'intérêt élevés.

Maintenant que les déséquilibres de nombreux pays membres ne sont

plus temporaires mais structurels, le FMI se confine dans le rôle d'une institution responsable du refinancement de la dette mondiale. Or, malgré la 6e augmentation des quote-parts, ses moyens ne sont nullement adaptés à la nouvelle tâche et les plus puissants de ses membres ne sont pas prêts à lui en procurer davantage.

On n'est pas surpris par l'appel, de plus en plus pressant, en vue de l'organisation d'un "nouveau Bretton-Woods", c'est-à-dire d'une réorganisation fondamentale du système des paiements internationaux. Nul doute que cette nouvelle conférence mondiale - si elle doit avoir lieu contre toutes les résistances, dont notamment celle des Etats-Unis - sera dominée par le problème de la dette du Tiers Monde.

La solution définitive, il ne faut pas se leurrer, ne peut être qu'à long terme.

Il serait illusoire de penser que les PVD frappés par la crise économique et la crise de liquidité puissent réussir en quelques années l'ajustement de leurs économies. Le processus d'ajustement exige du temps. Ce temps, il faut absolument le procurer aux pays en cause par l'extension des programmes imposées par le Fonds.

Cela signifie, en corollaire, que les banques créditrices doivent accepter un report des échéances sur une période plus longue: c'est là la seule façon pour les pays riches de partager avec les pays pauvres le poids de la dette.

S'ils ne sont pas prêts à ce sacrifice, avertit Carlos Geraldo Longoni, Gouverneur de la Banque Centrale du Brésil, actuellement démissionnaire, "l'alternative, c'est le chaos...Une action unilatérale de la part des pays en voie de développement en sera la conséquence naturelle...".

Et encore je crains qu'à défaut d'une reprise économique vigoureuse et d'une baisse sensible des taux - deux conditions par malheur contradictoires - le report des échéances et l'octroi de périodes de grâce pour le remboursement du principal ne soient pas suffisants.

De la part des PVD, la pression en faveur d'une remise partielle des intérêts prend de l'ampleur.

Cette demande prend tantôt la forme de la création d'un fonds d'égalisation, à alimenter par les pays riches et par l'appareil bancaire de ces derniers. Ce fonds accorderait des bonifications au cas où le niveau du taux d'intérêt mondial dépasserait un niveau maximum à déterminer dans les contrats de prêt.

Un tel système risquerait d'être extrêmement onéreux pour les pays créanciers en cas de nouvelle flambée du taux d'intérêt.

Mais du point de vue des pays débiteurs, il aurait comme effet bénéfique d'effacer les méfaits du taux d'intérêt flottant.

Les intérêts nets servis par les PVD atteignent un volume de 40 milliards de dollars: tout ce qu'ils reçoivent comme prêts nouveaux sert actuellement à payer la facture des intérêts: c'est un cercle vicieux dans lequel nous ne continuerons pas de tourner indéfiniment en rond !

Une autre solution plus fondamentale, est proposée par le Secrétaire général du Commonwealth, Michael Lipton.

Michael Lipton s'appuie sur la constatation que le libre jeu du marché risque d'aboutir au blocage, les banques commerciales recherchant avant tout la réduction de leurs risques, donc une réduction de leurs engagements sur les PVD.

Actuellement, ce sont les Banques centrales ensemble avec les institutions financières multilatérales qui s'appliquent à les en dissuader et à mettre en place des garanties permettant aux banques privées de ne pas rompre brutalement les flux financiers.

Puisque le problème se situe au niveau public, se demande dès lors M.Lipton, pourquoi ne pas le transposer juridiquement sur ce niveau ?

Les Banques centrales devraient donc acheter aux banques privées les créances sur les principaux débiteurs souverains. Cet achat se ferait moyennant une décote correspondant à la dépréciation de la créance suite à la détérioration de la situation financière du débiteur.

Une fois créancières juridiques des PVD, les Banques centrales pourraient renégocier la dette avec les grands débiteurs, la période de remboursement allongée variant d'après les possibilités économiques de chacun.

Si cette solution était retenue, il faudrait évidemment que le Luxembourg puisse faire appel aux Banques centrales des maisons-mères disposant de filiales sur notre place financière, appel dont on ne peut pas assurer, à l'heure actuelle, qu'il sera entendu.

Le schéma Lipton comportera également des sacrifices pour l'appareil bancaire privé.

Leur prix à payer pour sortir, en tout ou en partie, de leur engagement sera fonction de la décote (discount) avec laquelle leurs créances seront transférées sur une institution publique.

Cette perte partielle de créances serait néanmoins limitée et connue d'avance et pourrait faire l'objet d'amortissements annuels par le biais de provisions à apporter au compte de pertes et profits - donc au détriment de leurs bénéfices et des impôts dus...

Je me résume: Quelle que soit la façon dont nous nous tournions ou retournions pour sortir de l'impasse, la lourde facture du sur-endettement sera payée en grande partie par les contribuables des pays riches.

Mais il vaut mieux prendre ses dispositions pour payer une facture dont on connaît le montant, que de se réveiller un beau matin complètement spolié des économies péniblement gagnées et placées sur un compte d'épargne ou un compte en banque...

A l'autre bout du monde également, une solution réfléchie et négociée vaudra infiniment mieux qu'une rupture brutale des flux financiers qui rejetterait les PVD de plusieurs dizaines d'années

en arrière.

Je conclus et je me résume.

A la question posée "La crise économique et financière est-elle encore maîtrisable ?", ma réponse est positive, mais .. conditionnelle.

Oui, la crise peut être maîtrisée sur le plan interne et sur le plan mondial, mais au prix d'un effort énorme de solidarité.

En d'autres mots, il faut que les Luxembourgeois soient prêts et il faut que les ressortissants de tous les pays nantis soient prêts à participer au grand jeu à somme nulle dont la partie vient de commencer.

Ils y perdront forcément quelques cartes.

Mais ils les perdront toutes, s'ils ne se présentent pas à la table.



Jules Prussen – Essais et conférences



La section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal a l'honneur de publier l'oeuvre du regretté Jules Prussen, professeur au Centre Universitaire et à l'Athénée, sans doute le représentant le plus qualifié de la pensée philosophique luxembourgeoise. Une source si riche en authentiques valeurs intellectuelles et morales, alliant la vigueur de la réflexion à la profondeur de l'analyse, à la démarche synthétique et à la perfection de l'impression, ne doit pas sommeiller dans l'oubli, mais servir et encourager tous ceux qui voudront cultiver leur raison et la faire progresser sur une voie personnelle et courageuse.

A l'occasion du 10^e anniversaire de la mort du philosophe a paru, début novembre, le premier tome (240 pages) intitulé * Jules Prussen: Essais et Conférences *. Il contient les études parues dans diverses revues spécialisées, études éparpillées sur un grand nombre de sources dont la majorité ne sont plus disponibles, mais qui ont assuré à M. Prussen, une des personnalités les plus riches de notre patrimoine intellectuel, une solide réputation à l'étranger: Voici le relevé des titres

- Jules Prussen, l'homme et le penseur
- Science et philosophie chez Descartes
- La philosophie de G. Berkeley
- L'âme et la cité d'après Platon
- L'*Esprit*, notion métaphysique
- Du sens de l'oeuvre d'art
- Concernant les paradoxes
- Fragments
- De l'erreur
- Le songe de Kepler
- Fatalisme et logique
- Notes
- Traductions

Le prix de la souscription pour nos membres est de 450 F. Prière de virer cette somme au CCP 75888-34 de l'Association des Anciens. (Prix de vente normal: 520 F)

MICHEL RAUS



TAG DER BEFREIUNG

GESCHICHTEN

mit einem Vorwort von Gerold Späth

Bestellung des Buches
durchs Überweisung rfg 500 F
auf das Postcheckkonto Nr. 67201-21
der Eidgen. Pst. Schweiz

„2 000 = ATOMBUNKER“

Prof. Jules Prassen posthum gewidmet

Schlüssel zur Erinnerung an meine gesamte Schulzeit ist die Nonsensformel: „2000 = Atombunker“. Oder vielleicht doch nur die polemische Hoffnung, meine Erfahrungen mit mehreren Schultypen, von der Volksschule bis zur Universität, in dieser sinnlosen Formel zusammenzufassen? Die Formel stammt von mir selbst. Ich konnte allerdings, als ich sie prägte, nicht wissen, nicht ahnen, daß sie mir zwanzig Jahre später, in einem Maße wichtig, relevant würde, daß sich in ihr ein langer, entscheidender Lebensabschnitt darstellen ließe. Denn die Formel ist ganz spontan, aus einer blinden Trotzreaktion heraus entstanden. Aus Trotz und Widerstand gegen systematische Schikanen eines selten dämlichen Mathematiklehrers. Dieser ältzere, kurz vor der Pension stehende Mann, verstand es, auf eine fast teuflische Weise seine Menschenverachtung und seinen Haß auf die Jugend hinter einer Maske aus großväterlicher Jovialität zu verbergen. Neben dieser Mathematikmaske ich fast gerührt meinen ersten Lehrer überhöhten gealterten Jungesellen, einen 14- Gliedern nicht seine Zahl



...was beherrscht man am Schreibtisch am besten, wenn nicht das was man am besten kennt. Es stellt sich nämlich immer die Frage ob man als Autor das Autobiographische kenntlich machen soll oder nicht. Viele Autoren schreiben autobiographische Sachen und geben sich Mühe es mehr oder weniger zu verdecken indem sie einen allgemein gültigen Rahmen oder eine begründende Atmosphäre schaffen.

Ich aber bezweifle ob man überzeugend schreiben kann, auch über literarische Themen, wenn man das Thema nicht beherrscht. Wenn es nicht beherrscht wird so muss man es sich auf die eine oder andere Weise aneignen. "Et kann een net aus der Loft greifen an schludderen". Ich selbst mache meine Texte mehr oder weniger autobiographisch durchsichtbar.

Michel Raus am 7. Mai 1985 an seinem Leseabend.

Nouvelles de l'AAA

Au terme de l'année 84-85, il s'avère intéressant de passer en revue les activités de la période écoulée.

Commençons par l'assemblée générale du 13 octobre 1984. Elle s'est tenue en famille et en bonne entente.

Le 4 décembre 1984 a eu lieu la table ronde "MEDIA" animée par le professeur Gilbert Trausch ; elle a été suivie par une assistance surtout juvénile et a donné lieu à des interventions intéressantes.

Le récital de piano à quatre mains, le 28 février 1985, était une gogeuure, mais les deux artistes, Adrien Meisch et Carlo Gruber, ont su s'accorder d'une manière exemplaire, malgré le délai de préparation très court et les possibilités limitées de répétition. Un public enthousiaste fait espérer que cette expérience ne restera pas un événement unique.

La présentation du livre "Tag der Befreiung" par Michel Raus, le 7 mai 1985, est une autre expérience intéressante à répéter.

La visite du nouveau conservatoire dans le cadre de la Journée des Anciens, le samedi 29 juin 1985, a été très instructive grâce aux commentaires compétents de son directeur, Monsieur Josy Hamer. Nous le remercions vivement de son aimable accueil.

D'autres activités encore nous ont conduits hors de l'enceinte de l'Athénée: les trois "Treppeltours" ont connu beaucoup de succès. Le 22 septembre 1984, sous la conduite de M. Haas, les Anciens ont constaté les effets de la pluie acide dans les alentours de Consdorf et, le 8 juin 1985, sous la conduite de MM. Albert Schlessler et Vic Schoetter, nous avons exploré la flore des minières abandonnées de Kayl. Le "Treppeltour Automne 85" du samedi 12 octobre a longé les pentes des vignobles de Remich et s'est terminé par une agape réussie au Possenhous du Dr. Prosper Kayser à Bech-Kleinmacher.

Le 29 septembre 1984, MM. les ingénieurs Jacques Dondelinger, Thed Ponchelet et Fons Schoder nous ont fait visiter d'une manière très compétente et exhaustive le STECKEL à Dudelange peu ovont son démontage.

Les Anciens " Athénéens " n'ont pas pour autant oublié de participer aux activités organisées dans le cadre de l'Athénée: citons d'abord la soirée " Kalléisch in Concert ", le 14 février 1985. Les Anciens ont honoré les efforts de la fanfare et de la chorale par un chèque de 5000F.

Lors de la Fête Scolaire du 8 juillet 1985, les Anciens ont félicité les meilleurs élèves du cours de physique de IIe et leur ont remis un chèque de 2000F à échanger contre des livres à la librairie Promoculture.

D'un autre côté, des prix sous forme de livres et de disques ont récompensé les meilleurs participants au rallye des élèves organisé dans le cadre de cette fête.

Trois séances d'information et d'orientation pour les élèves des deux classes terminales ont eu lieu: la première, en décembre 1984, animée par Pierre Schaffner, médecin-dentiste, la deuxième, en février 1985, par toute une équipe de spécialistes: Fred Bleser, Michel Borhoven, Jean-Paul Schwartz et Joseph Mersch, médecins, Jean Bohler, assistant social, et Romain Handwerk, pharmacien, et la troisième en décembre 1985 par les experts en matière économique et financière: Guy Bernard, expert-comptable, Robert Marth, financier ARBED e.r., Jean-Paul Schmit, directeur-adjoint à la Chambre de Commerce, Georges Schmit, attaché de Gouvernement, et Michel Waringo, directeur-adjoint à la BGL.

" L'ODYSSEA per Luxemburgum Romanum ", publiée sous l'impulsion de Madame Claudine Blasen-Mergen, professeuse à l'Athénée, a trouvé un large écho amplement mérité. Les Anciens se chargent de garantir la distribution et de veiller à une première réédition.

La modernisation de la bibliothèque de l'école constitue un souci majeur de la Direction de l'Athénée. Là encore, les Anciens apportent leur contribution et le Conseil d'Administration fait appel aux membres de l'Association afin qu'ils le soutiennent dans ses efforts. Donc si vos rayons de bibliothèque ne se laissent plus comprimer, dégagez-les des exemplaires qui pourraient servir aux élèves de l'Athénée.

L'Assemblée Générale s'est tenue le 18 novembre 1985. Le poste laissé vacant par Corneille Bruck est attribué à Robert Marth, Joseph Krier est élu dans le Conseil d'Administration qui se présente comme suit:

président	Joseph Mersch	Kockelscheuer
vice-président	Robert Marth	Luxembourg
secrétaire	Gilbert Maurer	Helmdange
trésorier	Jos Faber	Strassen
membres	Guy Arendt	Bérelange
	Marcel Haas	Colmarberg
	Roger Kraus	Luxembourg
	Joseph Krier	Luxembourg
	Guy Retter	Luxembourg
représentant du corps enseignant	Jean-Pierre Wolff	
réviseurs de caisse	Jean-Paul Glauden	
	Max Gremling	

Pour finir venans-en à notre bulletin de liaison. Nous sommes conscients qu'une telle entreprise mobilise non seulement des forces intellectuelles (M E R C I d'avance pour toute participation active, sous forme d'articles, de photos, de croquis, etc.) mais aussi des moyens financiers. Grâce à notre "sponsor", LA BANQUE GENERALE, nous sommes à même de garantir la poursuite de cette entreprise. Remercions aussi le "staff" de l'imprimerie Saint-Paul qui nous secourt de toute la compétence qui fait le renom de la maison.

CANTATE :

A D N O V U M A T H E N A E U M

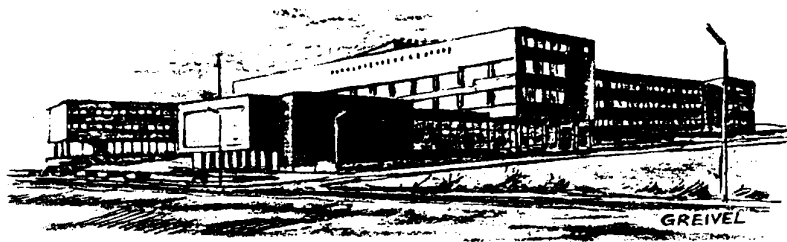
*Omen o pulchrum fuerit quod olim,
saxeas moles ubi nunc in alta
tollis, hic nobis per aprica rura in-
fantia lusit;*

*Quod Caprarum in colle pios Favoni
sensimus cantus pueri, mero dum
temulenti sole citis movemus
proelia ludis;*

*Somnia et fessi vaga sub loquaci
fovimus malo tacitos stupentes
nubium lapsus vitreosque lusus
papilionum;*

*Omen o laetum tibi sit quod olim,
regias moles ubi nunc superbe
derigis, nostra hic per amica rura in-
fantia lusit.*

Léon Thyès



A C T I V I T E S en perspectives :

- mardi, le 28 janvier 1986 : Présentation des publications
- Biller aus dem Krich
- Déserteur de la Wehrmacht
- Letzebuerg, 40 Joer fräi
- mercredi, le 19 février 1986 : Table Ronde - S P O R T S - animée par
Pilo Fonck
- jeudi, le 27 février 1986 : Kolléisch in Concert 86
- samedi, le 26 avril 1986 : " Treppeltour " autour de Hoscheid,
agape à l'auberge Koepp.
- samedi, le 7 juin 1986 : Journée des ANCIENS 1986

Lecture

Un récit vécu et un témoignage

*d'un enrôlé de force-déserteur
sur les événements et les épreuves des périodes
— de l'Arbeitsdienst — de la Wehrmacht
— de la clandestinité au Luxembourg
— de la clandestinité en France
Le destin tragique de camarades appréhendés
par la Gestapo
70 photos et documents*



"Il faut lire ce témoignage, il faut que les jeunes Luxembourgeois sachent ce que leurs aînés ont vécu et subi. Le récit d'Aimé KNEPPER, sobre, écrit avec les mots venus du coeur, est un document d'histoire, qui montre jusqu'où peut aller le courage, quand il est au service d'une grande cause, la liberté, la dignité de l'homme et l'honneur" (Extrait de la préface de Marc TOLEDANO, auteur du "Franciscain de Bourges")

"...Kein Roman, wenn auch so spannend..."
(Journal - 22.06.84)

A V I S

AUX ANCIENS DE L'ATHÉNÉE

Dans ce livre sont relatés les calvaires d'anciens camarades de l'ATHÉNÉE : Jules KUTTER, Gaston ELCHERUTH, Gust BECKER, Ernest LORANG... assassinés par les nazis. Dans la caserne de Landau, Jules KUTTER était mon voisin de lit. Nous devions désertier ensemble. Mais ma permission fut fixée 15 jours après celle de notre regretté camarade. Il fut dirigé vers la Belgique par le pâtis-sier KOUB, membre de la Résistance. Il y fut arrêté par la Gestapo et décapité à la hache.

Prix: 540 francs

à virer au CCP no 23981-22
d'Aimé Knepper

ou
chez votre libraire

"Mes vives félicitations
pour votre plaquette
admirablement conçue"
(Lé Tanson)



Journée des Anciens 1985. Visite du nouveau conservatoire

Rotkäppchen auf amtsdeutsch

Von Thaddäus Troll

Im Kinderanfall unserer Stadtgemeinde ist keine hierorts wohnhafte, noch unbeschulte Minderjährige aktenkundig, welche durch ihre unübliche Kopfbedeckung gewohnheitsmäßig Rotkäppchen genannt zu werden pflegt. Der Mutter besagter R. wurde seitens ihrer Mutter ein Schreiben zustellig gemacht, in welchem dieselbe Mitteilung ihrer Krankheit und Pflegebedürftigkeit machte, worauf die Mutter der R. dieser die Auflage machte, der Großmutter eine Sendung von Nahrungs- und Genußmitteln zu Genesungszwecken zuzustellen.

Vor ihrer Inmarschsetzung wurde die R. seitens ihrer Mutter über das Verbot betreffs Verlassens der Waldwege auf Kreisebene belehrt. Dieselbe machte sich infolge Nichtbeachtung dieser Vorschrift straffällig und begegnete beim Übertreten des amtlichen Blumenpflückverbotes einem polizeilich nicht gemeldeten Wolf ohne festen Wohnsitz. Dieser verlangte in gesetzwidriger Amtsanmaßung Einsichtnahme in das zu Transportzwecken von Konsumgütern dienende Korbbehältnis und traf in Tötungsabsicht die Feststellung, daß die R. zu ihrer verschwägerten und verwandten, im Baumbestand angemieteten Großmutter eilend war.

Da seitens des Wolfes Verknappungen auf dem Ernährungssektor vorherrschend waren,

faßte er den Entschluß, bei der Großmutter der R. unter Vorlage falscher Papiere vorsprachig zu werden. Weil dieselbe wegen Augenleidens krank geschrieben war, gelang dem in Freßvorbereitung befindlichen Untier die diesfallsige Täuschungsabsicht, worauf es unter Verschlingung der Bettlägerigen einen strafbaren Mundraub zur Durchführung brachte.

Ferner täuschte das Tier bei der später eintreffenden R. seine Identität mit der Großmutter vor, stellte ersterer nach und in der Folge durch Zweitverschlingung der R. seinen Tötungsvorsatz erneut unter Beweis.

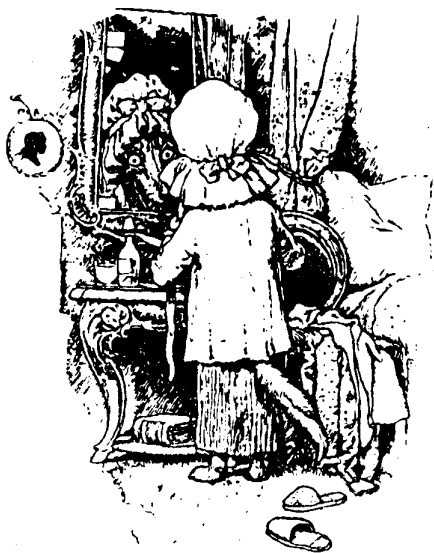
Der sich auf einem Dienstgang befindliche und im Forstwesen zuständige Waldbeamte B. vernahm Schnarchgeräusche und stellte deren Urheberschaft seitens des Tiermaules fest. Er reichte bei seiner vorgesetzten Dienststelle ein Tötungsgesuch ein, das dortseits zuschlägig beschieden und pro Schuß bezuschußt wurde. Nach Beschaffung einer Pulverschießvorrichtung zu Jagdzwecken gab er in wahrgenommener Einflußnahme auf das Raubwesen einen Schuß ab.

Dieses wurde in Fortführung der Raubtiervernichtungsaktion auf Kreisebene nach Empfangnahme des Geschosses ablebig. Die gespreizte Beinhaltung des Totgutes weckte in dem Schußgeber die Vermutung, daß der Leichnam Menschenmaterial beinhalte. Zwecks diesbezüglicher Feststellung öffnete er unter Zuhilfenahme eines Messers den Kadaver zur Totvermarktung und stieß hierbei auf die noch lebhaft R. nebst beigehefteter Großmutter. Durch die unverhoffte Wiederbelebung bemächtigte sich beider Personen ein gesteigertes, amtlich nicht zulässiges Lebensgefühl, dem sie durch groben Unfug, öffentliches Ärgernis erregenden Lärm und Nichtbeachtung anderer Polizeiverordnungen Ausdruck verliehen, was ihre Haftpflichtigmachung zur Folge hatte. Der Vorfall wurde von den kulturschaffenden Gebrüder Grimm zu Protokoll genommen und starkbekinderten Familien in Märchenform zustellig gemacht.

Wenn die Beteiligten nicht durch Hinschied abgegangen und in Fortfall gekommen sind, sind dieselben derzeit noch lebhaft.

© Vertrieb Thaddäus Troll

Die Rotkäppchen-Parodie des Schriftstellers Thaddäus Troll (1914-1980) wurde oft plagiiert oder anonym verbreitet. Dies ist die letzte Fassung des 1953 entstandenen Textes.





Mit dem Fernsehen
ist es wie
mit Champagner:
Man soll nur vom
Besten nehmen
Die Wahl
erleichtert Ihnen
Télécran

Im Abonnement
ist Télécran
28% billiger!
Anruf genügt.
Telefon: 49 93 282

frank & hermann



une de nos agences
est dans
votre voisinage

**Banque Générale
du Luxembourg**
